ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.299/4
DU 21 MARS 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement, le 22 février 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « relatif aux plans de déplacements d'entreprises », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Seuls doivent être cités les articles de l'ordonnance du 14 mai 2009 relative aux plans de déplacements, ainsi que leurs subdivisions pertinentes, qui habilitent le Gouvernement à arrêter les dispositions en projet [1] et en constituent dès lors le fondement juridique précis [2]. C'est ainsi que les articles 3 et 59, par exemple, ne doivent pas être spécialement visés à la fin de cet alinéa.

Par ailleurs, dès lors que certaines dispositions du projet ne rentrent pas strictement dans les habilitations contenues dans l'ordonnance mais peuvent être considérées comme la mise en œuvre du pouvoir général d'exécution des ordonnances, il y a lieu de faire précéder l'alinéa 1er du projet par un alinéa nouveau visant l'article 8, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises [3].

---

[1] Il s'agit des articles 4, 27, alinéa 2, 29, alinéa 1er, 5°, et alinéa 2, 30, § 1er, alinéa 2, et § 3, alinéa 1er, et 60.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 22 et 23.

[3] Voir l'avis 35.931/4, donné le 20 octobre 2003 sur un projet devenu l'arrêté du 5 février 2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'application d'un plan de déplacements aux organismes de droit public ou privé occupant plus de deux cents personnes sur un même site, observation générale 2.

Alinéa 2

Les articles 19 et 26 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant sont visés, à titre de fondements juridiques, dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 2004 relatif à l'application d'un plan de déplacements aux organismes de droit public ou privé occupant plus de deux cents personnes sur un même site [4], mais ne procurent aucun fondement aux dispositions du projet : cet alinéa doit par conséquent être omis.

Alinéa 3

Il convient de préciser qu'il s'agit d'un arrêt du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale [5].

Alinéa 7

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 49.299/4 du Conseil d'État, donné le 21 mars 2011, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [6].

Dispositif

Article 1er, 8°

L'article 1er, 8°, du projet définit l'« envoi sécurisé » comme l'« envoi par lettre recommandée ou par un courriel qui fasse la preuve de l'exécution de l'envoi et qui garantisse, pour l'envoi de l'entreprise vers l'Institut, que le courriel provient de l'entreprise ».

[4] Arrêté que l'article 14 du projet abroge et qui appelle la même observation.

[5] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30 et formule F 3-3.

[6] *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

L'article 4, § 6 [7], de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique [8] et les services de certification dispose que sous réserve de l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, un recommandé électronique [9] est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé [10].

La section de législation se demande dès lors s'il ne serait pas préférable, dans un souci de clarté et de simplification, de renoncer à la notion d'« envoi sécurisé », ainsi qu'à sa définition spécifique à l'article 1er, 8°, pour la remplacer, dans la suite du texte, si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, par celle d'« envoi recommandé » désignant, conformément à cet article 4, § 6, tant le recommandé postal qu'électronique.

Le cas échéant, l'article 10 sera revu.

Article 4

Dans le paragraphe 3, 1°, point b), les mots « , tel que définie dans l'article 24, 4° » doivent être remplacés par les mots « visée à l'article 24, 2°, ».

[7] Paragraphe ajouté par l'article 41, 2°, de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, dont l'article 57, alinéa 1er, 2°, fixe l'entrée en vigueur des articles 38 à 53 le 30 juin 2011.

[8] Mots insérés par l'article 38 de la même loi du 13 décembre 2010.

[9] Un « recommandé électronique » est ainsi défini par l'article 2, alinéa 2, 14°, de la loi du 9 juillet 2001, ajouté par l'article 39, 4°, de la loi du 13 décembre 2010 : « tout service de transmission de données électronique consistant à offrir une garantie sur base forfaitaire contre les risques de perte, de vol ou de détérioration, l'expéditeur recevant, le cas échéant à sa demande, une preuve du dépôt et/ou de la livraison de l'envoi au destinataire ».

[10] Un « envoi recommandé » est ainsi défini par l'article 131, 9°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par l'article 5 de la loi du 13 décembre 2010 : « un service garantissant forfaitairement contre les risques de perte, vol ou détérioration et fournissant à l'expéditeur, le cas échéant à sa demande, une preuve de la date du dépôt de l'envoi postal et/ou de sa remise au destinataire ».

Article 6

Le troisième alinéa du premier paragraphe prévoit que « L'accusé de réception de dossier incomplet fixe le délai dans lequel l'entreprise doit fournir les compléments. », alors que l'article 30, § 3, alinéa 1er, de l'ordonnance du 14 mai 2009 dispose que « L'entreprise envoie à l'Institut les compléments dans un délai déterminé par le Gouvernement ». C'est donc l'arrêté en projet lui-même qui doit déterminer ce délai.

Articles 11, 12 et 13

Compte tenu de la définition du « comité » qui figure à l'article 1er, 10° du projet, les mots « de suivi » sont inutiles et doivent être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.299/4
VAN 21 MAART 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 22 februari 2011 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de bedrijfsvervoerplannen", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Alleen de artikelen van de ordonnantie van 14 mei 2009 betreffende de vervoerplannen, alsmede de relevante onderverdelingen ervan, waarbij de regering wordt gemachtigd om de ontworpen bepalingen vast te stellen [1] en die bijgevolg de precieze rechtsgrond ervoor opleveren, moeten worden vermeld [2]. Zo hoeft aan het slot van dit eerste lid niet bepaaldelijk te worden verwezen naar bijvoorbeeld de artikelen 3 en 59.

Aangezien sommige bepalingen van het ontwerp strikt genomen niet vallen onder de machtigingen die in de ordonnantie zijn vervat, doch kunnen worden beschouwd als de tenuitvoerlegging van de algemene bevoegdheid inzake de uitvoering van de ordonnanties, dient het eerste lid van het ontwerp bovendien voorafgegaan te worden door een nieuw lid waarin wordt verwezen naar artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen [3].

---

[1] Het gaat om de artikelen 4, 27, tweede lid, 29, eerste lid, 5°, en tweede lid, 30, § 1, tweede lid, en § 3, eerste lid, en 60.

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 22 en 23.

[3] Zie advies 35.931/4, op 20 oktober 2003 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de toepassing van een vervoersplan op privaat- of publiekrechtelijke instellingen die op dezelfde plaats meer dan tweehonderd werknemers tewerkstellen", algemene opmerking 2.

Tweede lid

De artikelen 19 en 26 van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit worden als rechtsgrond opgegeven in de aanhef van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 februari 2004 betreffende de toepassing van een vervoerplan op privaat- of publiekrechtelijke instellingen die op dezelfde plaats meer dan tweehonderd werknemers tewerkstellen [4], doch leveren geen rechtsgrond op voor de bepalingen van het ontwerp: dit lid moet bijgevolg vervallen.

Derde lid

Er dient te worden gepreciseerd dat het gaat om een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering [5].

Zevende lid

Dit lid moet worden geredigeerd als volgt:

"Gelet op advies 49.299/4 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" [6].

Dispositief

Artikel 1, 8°

Artikel 1, 8° van het ontwerp definieert een "beveiligde verzending" als een "verzending per aangetekende brief of per e-mail die een bewijs levert van de verzending en die voor de verzending van het bedrijf naar het Instituut garandeert dat de e-mail van het bedrijf komt".

Artikel 4, § 6 [7], van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch

[4] Dit besluit wordt bij artikel 14 van het ontwerp opgeheven en geeft aanleiding tot dezelfde opmerking.

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 30 en formule F 3-3.

[6] *Ibid.*, aanbeveling nr. 36 en formule F 3-5-2.

aangetekende zending [8] en certificatiediensten bepaalt dat onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen een elektronisch aangetekende zending [9] geacht wordt aan de vereiste van een aangetekende zending [10] te voldoen.

De afdeling Wetgeving vraagt zich bijgevolg af of het ter wille van de duidelijkheid en de vereenvoudiging niet verkieslijk zou zijn af te stappen van het begrip "beveiligde verzending", alsmede van de specifieke definitie ervan in artikel 1, 8°, om dit begrip, als dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, verder in de tekst te vervangen door het begrip "aangetekende zending", dat overeenkomstig dat artikel 4, § 6, zowel op de via de post aangetekende zending als op de elektronisch aangetekende zending duidt.

Artikel 10 moet in voorkomend geval worden herzien.

Artikel 4

In paragraaf 3, 1°, punt b), moeten de woorden ", zoals gedefinieerd in artikel 24, 4°" vervangen worden door de woorden "bedoeld in artikel 24, 2°,".

[7] Paragraaf toegevoegd bij artikel 41, 2°, van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten, waarvan artikel 57, eerste lid, 2°, de inwerkingtreding van de artikelen 38 tot 53 vaststelt op 30 juni 2011.

[8] Woorden ingevoegd bij artikel 38 van dezelfde wet van 13 december 2010.

[9] Een "elektronisch aangetekende zending" wordt in artikel 2, tweede lid, 14°, van de wet van 9 juli 2001, toegevoegd bij artikel 39, 4°, van de wet van 13 december 2010, gedefinieerd als volgt: "elke dienst van elektronische gegevensoverdracht die bestaat in het waarborgen op forfaitaire basis tegen de risico's van verlies, diefstal of beschadiging van de gegevens, waarbij de afzender, in voorkomend geval op zijn verzoek, een bewijs ontvangt van de afgifte en/of van de bestelling van de zending aan de geadresseerde".

[10] Een "aangetekende zending" wordt in artikel 131, 9°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij artikel 5 van de wet van 13 december 2010 gedefinieerd als volgt: "een dienst die op forfaitaire basis tegen de risico's van verlies, diefstal of beschadiging waarborgt, waarbij de afzender, in voorkomend geval op zijn verzoek, een bewijs ontvangt van de datum van afgifte of van de bestelling van de postzending aan de geadresseerde".

Artikel 6

Het derde lid van de eerste paragraaf bepaalt: “Het ontvangstbewijs van onvolledig dossier bepaalt de termijn binnen dewelke het bedrijf de aanvullingen moet bezorgen”, terwijl artikel 30, § 3, eerste lid, van de ordonnantie van 14 mei 2009 bepaalt: “Het bedrijf stuurt de aanvullingen naar het Instituut binnen de door de Regering voorgeschreven termijn”. Die termijn moet dus in het ontworpen besluit zelf worden vastgesteld.

Artikelen 11, 12 en 13

Gelet op de definitie van het “comité”, die opgenomen is in artikel 1, 10°, van het ontwerp, dient het woord “opvolgingscomité” vervangen te worden door het woord “comité”.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY